

Gironde : vers un plan social à Ford Blanquefort, l'Etat regrette cette décision

[A LA UNEL' ESSENTIEL](#)

Publié le 07/06/2018 à 9h37. Mis à jour à 16h37 par Nicolas César.



Afin de faire entendre la voix du personnel, la CGT a invité les salariés à débrayer à 10h.

FABIEN COTTEREAU

Selon nos informations, les dirigeants de Ford Europe ont présenté ce jeudi 7 juin "l'hypothèse" d'un PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi).

Une réunion extraordinaire du comité d'entreprise de [Ford Aquitaine Industries](#) (FAI) s'est tenu ce jeudi 7 juin de 9h30 à 11h30, avec pour ordre du jour "l'avenir de l'usine". De quoi relancer les interrogations du personnel sur ce qui peut leur être annoncé.

Pourquoi Ford s'oriente vers un PSE

[Selon nos informations](#), l'hypothèse d'un PSE est aujourd'hui celle envisagée par Ford. Car, la multinationale ne veut absolument pas revivre le fiasco de la reprise de son site

industriel, spécialisé dans la production de boîtes de vitesse automatiques, **par l'Allemand HZ Holding en 2008.**

À l'inverse, le repreneur, poussé par l'État, **le Belge Punch Powerglide**, présente [de plus grandes assurances](#), Mais la société n'a, de toute évidence, **pas les moyens d'investir les centaines de millions d'euros nécessaires pour assurer l'avenir** de l'usine Ford de Blanquefort et de ses 880 salariés. Il faudrait que Ford, qui ne fait pas aujourd'hui partie de ses donneurs d'ordre, lui assure un volant important de commandes. Or économiquement, la multinationale n'a **aucun intérêt à garder un lien** avec le site girondin. *La rédaction vous conseille*

Débrayage du personnel à 10h

Ford a dévoilé son intention de lancer un PSE ce jeudi matin. La multinationale est venue en poser les jalons et faire comprendre que **les indemnités pour le personnel, âgé en moyenne de 51 ans, sont importantes**, évoquant selon les syndicats un "plan social robuste", avec départs en préretraites et des aides pour le reclassement. Car, d'après Kieran Cahill, directeur de la division moteurs et transmissions de Ford Europe, "un long chemin reste à faire avant de trouver un éventuel accord entre Ford et Punch".



Le prochain comité de suivi le 13 juin à la préfecture de Gironde promet d'être
houleux...

CRÉDIT PHOTO : FABIEN COTTEREAU

Lors de cette réunion extraordinaire du comité d'entreprise, les dirigeants de Ford Europe ont aussi annoncé **l'ouverture d'un processus d'information et de consultation sur une fermeture d'usine à partir du 26 juin**. A noter, que FAI s'engage à ne pas mettre en place de départ contraint avant septembre 2019 et à maintenir les salaires jusqu'à fin 2019.

>>> Lire aussi : [Pourquoi Ford envisage un plan social pour son usine de Blanquefort](#)

Mais pour l'heure, les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille. Afin de faire entendre la voix du personnel, la CGT a invité les salariés à débrayer à 10h. En outre, ils avaient d'ores et déjà appelé à une action à Cologne en Allemagne, au siège européen de Ford le 20 juin.

Le prochain comité de suivi le 13 juin à la préfecture de Gironde promet d'être houleux... Mais, "à partir du moment où Ford ne respecte pas ses engagements malgré la pression de l'Etat et des collectivités locales, ne vaut-il pas mieux un plan social bien bâti qu'une reprise douteuse ?", lance Benoît Simian, le député LREM de la circonscription, qui demande une étude au cas par cas du sort des salariés."L'annonce d'un plan de sauvegarde est trop prématurée et Ford passe outre les discussions actuellement en cours pour céder le site à un industriel qui permettrait de reprendre la majorité des salariés", pointe-t-il.

L'Etat regrette la décision de Ford

De son côté, Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, a déclaré dans un communiqué "vivement regretter cette décision" et rappelé que "des discussions pour céder le site à un industriel sont actuellement en cours". Le gouvernement estime, qu'à ce stade, "une reprise de la totalité des salariés apparaît possible, et que **l'ouverture d'un PSE ne semble donc pas justifiée**".

"C'est une **décision incompréhensible**", pour Alain Rousset, président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, Jean-Luc Gleyze, président du Conseil départemental de la Gironde, Alain Juppé, président de Bordeaux Métropole, et Véronique Ferreira, maire de Blanquefort, dont les collectivités ont accompagné les efforts de compétitivité de l'entreprise en soutenant ses plans d'investissement et de formation successifs, et en proposant des axes de diversification au constructeur.

"Cette **option prise par Ford n'offre absolument aucune garantie sur la reprise future de FAI**. Elle est motivée par des arguments purement financiers sans aucune prise en

compte des partenaires de l'usine, parmi lesquels les collectivités et surtout les salariés", s'inquiètent les élus locaux.

Les prochaines semaines s'annoncent décisives pour éviter la fermeture du site, créé en 1972.